

Le nouveau religieux à Montréal au XIX^e siècle, et le rôle des Sulpiciens dans le domaine de l'éducation chrétienne

Huguette Lapointe-Roy

Volume 53, 1986

Le nouveau religieux à Montréal au XIX^e siècle

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1006970ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1006970ar>

[See table of contents](#)

Article abstract

Après avoir rappelé la situation religieuse du diocèse de Montréal dans ses premières années, l'article montre le rôle que les Sulpiciens ont joué dans le nouveau religieux du point de vue éducatif : organisation de renseignement primaire par une aide financière importante à la Congrégation Notre-Dame et aux Frères des écoles chrétiennes, oeuvre d'éducation secondaire et supérieure au Collège de Montréal et au Grand Séminaire, éducation culturelle par l'Oeuvre des Bons Livres, les bibliothèques et les cercles d'étude.

Publisher(s)

Les Éditions Historia Ecclesiae Catholicae Canadensis Inc.

ISSN

0318-6172 (print)

1927-7067 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Lapointe-Roy, H. (1986). Le nouveau religieux à Montréal au XIX^e siècle, et le rôle des Sulpiciens dans le domaine de l'éducation chrétienne. *Sessions d'étude - Société canadienne d'histoire de l'Église catholique*, 53, 51-62.
<https://doi.org/10.7202/1006970ar>

**Le renouveau religieux à Montréal au XIX^e siècle,
et le rôle des Sulpiciens
dans le domaine de l'éducation chrétienne**

Huguette LAPOINTE-ROY

Collège Eulalie Durocher

Longueuil

RÉSUMÉ

Après avoir rappelé la situation religieuse du diocèse de Montréal dans ses premières années, l'article montre le rôle que les Sulpiciens ont joué dans le renouveau religieux du point de vue éducatif: organisation de l'enseignement primaire par une aide financière importante à la Congrégation Notre-Dame et aux Frères des écoles chrétiennes, œuvre d'éducation secondaire et supérieure au Collège de Montréal et au Grand Séminaire, éducation culturelle par l'Oeuvre des Bons Livres, les bibliothèques et les cercles d'étude.

Le thème des célébrations du 150^e anniversaire de fondation du diocèse de Montréal, «Ravivons notre espérance», est une invitation à un retour sur notre passé. N'est-il pas toujours possible d'y puiser des raisons de foi et d'espérance pour notre avenir? La deuxième moitié du XIX^e siècle fut une époque de renouveau religieux sans précédent dans notre histoire. Est-il utile de rappeler qu'au temps des premiers évêques de Montréal, M^{gr} Lartigue et M^{gr} Bourget, la pratique religieuse des fidèles était dans un état déplorable, semblable à celui que nous connaissons depuis une vingtaine d'années. Un RENOUVEAU s'imposait et il fut mené avec vigueur. Nous nous bornerons ici à faire ressortir la contribution des Sulpiciens quant à la promotion de l'éducation à Montréal: l'ignorance, à tous points de vue, étant considérée comme le premier mal à vaincre.

Afin de mieux situer notre sujet, nous évoquerons d'abord quelques-uns des problèmes de l'Église de Montréal à la fin de l'épiscopat de M^{gr} Lartigue; nous ferons ensuite un rapide survol des principales mesures prises par son successeur, M^{gr} Bourget; nous jetterons ensuite un bref coup d'œil sur l'état de l'éducation et les principales initiatives destinées, en particulier, à contrer une campagne de protestantisation; enfin, nous présenterons la contribution des Sulpiciens au progrès de l'éducation par leur appui financier aux Sœurs de la Congrégation de Notre-Dame et aux Frères des écoles chrétiennes et nous évoquerons les services éducatifs que ces mêmes Sulpiciens offrirent sur d'autres plans.

1. Situation de l'Église de Montréal à la fin de l'épiscopat de M^{gr} Lartigue et au début de celui de M^{gr} Bourget

Depuis la Conquête, l'Église canadienne avait subi les assauts plus ou moins déguisés des autorités britanniques. Parmi les contraintes qu'elle dut subir, et dont les conséquences revêtaient un caractère dramatique à cette époque, signalons l'interdiction qui avait été faite aux communautés religieuses masculines – Jésuites, Sulpiciens, Récollets – de se recruter en dehors de la Colonie. Cette mesure avait entraîné une pénurie de personnel ecclésiastique; le vieillissement du clergé avait diminué son dynamisme, encouragé l'indifférence religieuse et même l'abandon de toute pratique consistante chez bon nombre de fidèles. La bourgeoisie naissante avait même été plus touchée que la population de condition plus modeste. Était-ce dû à l'influence des courants de pensée chargés d'un certain libéralisme et même d'anticléricisme, apanage de cette époque en France particulièrement? Plusieurs des hommes politiques du Bas-Canada s'opposèrent même à l'école confessionnelle, rejetant ainsi l'enseignement de leur Église¹.

Outre l'influence des idéologies européennes, il convient de mentionner l'attitude ferme de M^{gr} Lartigue – jugée intransigeante par plusieurs – au cours des luttes politiques qui aboutirent aux Rébellions de 1837-1838. Même si M^{gr} Lartigue ne s'élevait que contre des moyens illicites, tels que la contrebande préconisée par les Patriotes et surtout contre la prise d'armes suscitée par plusieurs radicaux, il provoqua un mécontentement certain chez le peuple, peu enclin à faire des distinctions subtiles entre les limites de la légalité et de l'illégalité. Ce mécontentement se répercuta sur la ferveur religieuse.

À la dégradation du sentiment religieux, fortement ressentie par M^{gr} Lartigue, s'ajouta un élément déclencheur, soit la menace de la «French

¹ Lionel Groulx, «La situation religieuse au Canada français vers 1840», *Société canadienne d'histoire de l'Église catholique*, 1941-1942, p. 57-58.

Canadian Missionary Society» dont la croisade débuta vers 1839. M^{gr} Lartigue décrivait ainsi les moyens de propagande de cette société:

Leur plan semble lié avec le projet d'introduire en ce pays un certain nombre de maîtres d'écoles, apostats, ou autres anti-catholiques parlant français, avec un déluge de bibles corrompues ou interprétées à leur guise, et une foule d'autres pamphlets analogues.²

L'imminence du danger allait déterminer une réponse pertinente, c'est-à-dire le recrutement de professeurs «orthodoxes» au point de vue religieux. Voilà pourquoi, hors l'organisation de grandes «missions populaires», l'effort de M^{gr} Lartigue et ensuite de M^{gr} Bourget fut mis sur le recrutement d'un personnel enseignant «irréprochable» et «sûr». Selon ses promoteurs, la Société des missionnaires pour la conversion des Canadiens français au protestantisme se proposait de multiplier les écoles protestantes francophones; l'évêque de Montréal mit dans la balance un effort sans précédent pour la promotion de l'éducation afin de protéger la jeunesse de ce prosélytisme. La santé de M^{gr} Lartigue déclinant, il ne put qu'indiquer la voie à son successeur. Mais il eut le temps de poser un geste concret pour le ressourcement du clergé de son diocèse et organisa à son intention une retraite, prêchée en 1839 par le père Pierre Chazelle, jésuite français alors en mission au Kentucky. Cette retraite fut suivie d'autres semblables.

2. Mesures prises pour un «renouveau religieux»

Voici un aperçu des diverses mesures adoptées par l'Église de Montréal afin de contrer la menace réelle du protestantisme: c'est en effet dans ce contexte que se situe l'effort renouvelé des Sulpiciens pour l'instruction de la jeunesse, et particulièrement pour son éducation religieuse.

La première initiative prise par M^{gr} Bourget est la célèbre mission populaire prêchée par M^{gr} de Forbin-Janson, évêque de Nancy, mission destinée à stimuler la ferveur religieuse des diocésains de Montréal. Grâce à son talent d'orateur sacré, au contenu de sa prédication et aux cérémonies religieuses à grand déploiement, M^{gr} de Forbin-Janson attira une foule record de fidèles entre le 8 décembre 1840 et le 21 janvier 1841. On rapporte que dix mille auditeurs, soit les deux tiers de la population catholique, à Montréal même, suivirent les exercices³. Le prédicateur clôtura sa mission en invitant la population à la tempérance, et suscita la formation

² Voir *Mandements, lettres pastorales et circulaires et autres documents publiés dans le diocèse de Montréal depuis son érection jusqu'à l'année 1869*, Montréal, J. Chapleau & Fils, 1887, tome 1, p. 54.

³ Léon Pouliot, *La Réaction catholique de Montréal, 1840-1841*, Montréal, Imprimerie du Messager, 1942, p. 43.

d'une société du même nom, que M^{gr} Bourget s'empessa de mettre sur pied : des milliers de fidèles s'y inscrivirent.

Sans doute stimulé par la contribution extraordinaire de cet évêque de France au renouveau de la piété de ses fidèles, Mgr Bourget décida d'effectuer un voyage en Europe, afin d'y puiser du renfort et de poursuivre le réveil religieux si bien amorcé. Son périple, en France et en Italie, dura du 3 mai au 23 septembre 1841. Parmi les multiples objectifs que l'évêque de Montréal s'était fixés, figure l'établissement dans son diocèse d'ordres religieux masculins, pour le développement de missions populaires et pour l'éducation de la jeunesse. Les communautés visés d'abord furent les Jésuites et les Oblats de Marie-Immaculée : les premiers débarquèrent à Montréal en 1842 et les deuxièmes en 1841. Ils furent suivis des Clercs de Saint-Viateur et des Religieux de Sainte-Croix en 1847.

Mgr Bourget fit aussi des démarches pour l'implantation dans son diocèse de communautés religieuses de femmes vouées, entre autres, à l'éducation chrétienne de la jeunesse et à la restauration sociale. Son entrevue avec Madame Sophie Barat fut suivie de l'établissement des Dames du Sacré-Cœur à Saint-Jacques-de-l'Achigan dès la fin de 1842 (plus tard à Montréal). Ses rencontres avec Mère Euphrasie Pelletier, fondatrice des Sœurs du Bon-Pasteur d'Angers, n'eurent pas de résultats immédiats : les pionnières de cette communauté à Montréal arrivèrent quelques années plus tard, en 1844, et œuvrèrent aussitôt auprès des femmes sorties de prison. En 1848, M^{gr} Bourget encouragea Mme Rosalie Jetté et ses compagnes à fonder la communauté des Sœurs de la Miséricorde pour la réhabilitation des filles-mères.

3. Mesures pour contrer l'ignorance religieuse et le prosélytisme protestant

Depuis la Conquête, l'éducation de la jeunesse, et son éducation religieuse par le fait même, avait traversé des fortunes diverses, dont les conséquences au milieu du XIX^e siècle s'ajoutèrent à la pénurie d'écoles, de professeurs et de manuels scolaires de langue française. À la suite d'une enquête commandée par lord Dorchester, un projet de système scolaire fut élaboré en 1789, système qui mettait de côté l'enseignement religieux. L'évêque de Québec, Mgr Hubert, réagit vivement. L'Institution royale, créée en 1801, qui engageait la responsabilité financière de l'État en matière d'éducation, fut accueillie avec réticence à cause de sa direction anglophone et protestante; ses effets furent limités chez les francophones catholiques, qui auraient eu plus besoin que quiconque des fonds publics pour leurs écoles.

La Loi des écoles de fabrique, votée en 1824, autorisait les curés et leurs marguilliers à consacrer le quart des revenus des paroisses à l'entretien

d'écoles élémentaires. Ses possibilités ne furent pas suffisamment exploitées, semble-t-il. La loi dite des écoles de syndics, votée en 1829, complétée en 1832, n'annulait pas les lois précédentes: les syndics devaient être élus par les propriétaires fonciers; les écoles furent dotées d'un programme d'inspection appelé à assurer la qualité de l'enseignement. Selon certaines normes, l'État contribuait à la construction des écoles et au salaire des enseignants. Cette loi, qui ne fut malheureusement pas reconduite en 1836, établissait une sorte de «code scolaire». Elle ne sera remplacée qu'en 1841⁴.

À la suite des Rébellions de 1837-1838, lord Durham commanda une enquête, qui fut menée par Arthur Buller, sur la situation de l'éducation dans le Bas-Canada. Son rapport reconnaissait le principe de la professionnalité des écoles, susceptible d'en assurer la stabilité et l'efficacité. Le projet mis de l'avant dans son ensemble supposait l'imposition de taxes scolaires obligatoires. Cette mesure, votée en 1841, suscita des luttes épiques dans certains comtés du Bas-Canada: ce fut la «guerre des éteignoirs» qui dura une bonne dizaine d'années.

Il n'y avait plus d'obstacles légaux à l'ouverture d'écoles catholiques; restait cependant le problème de leur financement par une population pauvre, hantée par son souci de survie immédiate, chargée de familles nombreuses et pour qui l'instruction apparaissait comme un luxe et le privilège des gens riches. Mgr Bourget résolut de contourner cette difficulté en implantant des communautés religieuses enseignantes qui s'accommoderaient de conditions de vie fort modestes tout en assurant un enseignement de qualité, peu coûteux sinon gratuit.

Faute d'avoir pu recruter suffisamment de communautés françaises, il suscita la fondation des Sœurs des Saints Noms de Jésus et Marie à Longueuil en 1843, et du même souffle celle des Sœurs de Sainte-Anne, à Vaudreuil en 1847. L'objectif de M^{gr} Bourget, outre celui d'améliorer le niveau d'instruction chez le peuple, était d'empêcher les gens ignorants d'être facilement influencés par des personnes «instruites» mais mal intentionnées à l'égard de l'Église catholique et de la religion en général. Il s'exprimait ainsi dans une lettre datée du 14 octobre 1851 et adressée à M^{gr} Turgeon:

Si le clergé ne prend pas les devants, le gouvernement ne manquera pas à chercher à en établir (des écoles et des collèges); alors l'Église aura à gémir d'un enseignement exclusivement laïc et peut-être sur lequel elle n'aura aucun contrôle. Il est évident que les tendances sont à un enseignement exclusivement laïc; c'est au clergé à se préparer à la lutte par de bonnes écoles secondaires auxquelles le gouvernement ne pourra pas faire concurrence avantageuse pour lui.⁵

⁴ Louis-Philippe Audet, *Le Système scolaire du Québec*, Montréal, Beauchemin, 1967, p. 10-11.

⁵ ACAM, RLB, tome 6, p. 411.

C'est dans cet esprit que s'engagèrent le clergé et les communautés religieuses en faveur de l'instruction de la population, avec le souci primordial de transmettre un enseignement religieux qui puisse s'inscrire dans le renouveau chrétien si bien amorcé.

4. Contribution des Sulpiciens au renouveau religieux par leur engagement dans le domaine de l'éducation

Les Sulpiciens, c'est-à-dire le Séminaire de Saint-Sulpice, une fois confirmés dans leurs droits seigneuriaux (1840), ont largement contribué au mouvement en faveur de l'éducation de la jeunesse déclenché par M^{gr} Bourget, comme condition d'un solide renouveau chrétien. Nous verrons leur engagement indirect dans la diffusion de l'instruction élémentaire par leur appui financier à des institutions religieuses et à des communautés qui disposaient de personnel enseignant sans avoir les moyens d'assumer tous les frais de son entretien et de celui des écoles.

Appui aux Sœurs de la Congrégation de Notre-Dame

Les liens qui unissaient les Sulpiciens et les filles spirituelles de Marguerite Bourgeoys remontaient à 1657. En effet, vu le rôle d'éducatrices joué par les Sœurs de la Congrégation, le Séminaire les considéra, dès son implantation à Montréal, comme des collaboratrices à une de leurs responsabilités de Seigneurs de l'île de Montréal et participa à l'entretien de leurs écoles et du personnel religieux qui s'y dévouait. Cependant, l'origine des écoles «gratuites» des faubourgs de la ville de Montréal, dirigées par les Sœurs de la Congrégation ne remonte qu'à 1833 à la suite de la demande expresse de M. Quiblier, alors supérieur du Séminaire de Saint-Sulpice⁶.

Dès septembre 1833, deux sœurs ouvrirent l'école du faubourg Saint-Laurent, et le même jour elles inaugurèrent deux classes dans le faubourg Sainte-Marie (ou Québec). C'est en 1836 que naquirent les écoles Saint-Antoine et Saint-Joseph; celle de Notre-Dame-de-Bonsecours pour les Irlandais suivit en 1838, elle fut déménagée plus tard au faubourg Sainte-Marie. En 1844, celle des Récollets s'ajouta au réseau existant. Toutes ces écoles étaient à la charge du Séminaire quant à l'entretien des locaux, au chauffage, et au transport du personnel: les Messieurs du Séminaire donnaient chaque année 100 louis pour la voiture et le cheval qui transportaient les sœurs matin et soir de leur couvent à leurs locaux d'enseignement. Au cours des années 1840, les écoles des faubourgs augmentèrent le nombre de classes gratuites pour les enfants pauvres,

⁶ *Id.* à *id.*, 20 mars 1832, *ibid.*, 5: 305.

répondant ainsi aux préoccupations de M^{gr} Bourget contre les influences laïcisantes et à ses désirs d'accroître la ferveur religieuse. Les Sœurs de la Congrégation se souciaient d'offrir une éducation soignée à leurs élèves. Après 1800, les arts tels que la peinture et la musique avaient fait leur apparition dans leurs pensionnats qui étaient dotés de bibliothèques. Des séances dramatiques permettaient aux élèves d'acquérir une certaine aisance en public; les arts ménagers faisaient aussi partie du programme. En somme, elles voulaient promouvoir le développement intégral de la personne.

Quelle fut la contribution du Séminaire à ces écoles des Sœurs de la Congrégation? Le «Livre des comptes du procureur du Séminaire de Montréal, 1833-1900» rapporte fidèlement les sommes versées à la Congrégation Notre-Dame. Parfois, cette contribution consiste à les exempter du paiement d'intérêts dus sur leurs emprunts: tel fut le cas en 1855, à l'époque de la construction du pensionnat Villa-Maria⁷. En tel autre cas, elle prenait la forme des dons de livres pour leurs bibliothèques. En 1858, le Séminaire octroya une somme substantielle pour la construction de la chapelle de la Maison mère⁸. Les Sœurs de la Congrégation pouvaient toujours compter sur les Messieurs du Séminaire en cas d'embaras financiers: ainsi en témoigne le compte rendu de l'assemblée des consultants du 10 septembre 1866, qui fait état des moyens financiers de la communauté «qui ne suffisent plus vu le grand nombre de jeunes filles pauvres qui fréquentent leurs écoles». Les consultants décidèrent d'aider, mais à la condition que les Sœurs ne fassent pas de distinction entre le traitement des élèves fortunées et celui des élèves pauvres⁹.

L'année suivante, les Sœurs revinrent à la charge, disant qu'elles éduquaient 3 600 filles, réparties dans 48 classes et qu'elles n'arrivaient pas à boucler leur budget: un supplément de plus de 2 500 dollars leur fut accordé. Le Séminaire leur permit alors de faire une certaine distinction entre les élèves qui défrayaient leur scolarité et celles qui étaient reçues gratuitement, mais dans certains quartiers de la ville seulement¹⁰. Ce supplément versé en 1856 fut renouvelé par la suite.

La compilation des subventions accordées par le Séminaire entre 1830 et 1870 pour encourager l'œuvre d'éducation des Dames de la Congrégation révèle qu'une somme de 134 046 dollars, soit une moyenne de 3 351 dollars par année, fut versée, incluant les montants dégagés pour la construction et

⁷ Archives du Séminaire de Saint-Sulpice, Montréal (désormais ASSSM), «Assemblée des quatre consultants 1840-1876», vol. A, 20 avril 1855, (s.p.).

⁸ ASSSM, «Assemblée des douze depuis la Charte de 1840, confirmant le Séminaire dans ses biens, 1842 à 1860», vol. I, 15 novembre 1858.

⁹ ASSSM, «Compte rendu des assemblées 1861-1880», vol 2, 10 septembre 1866.

¹⁰ *Ibid.*, 14 février 1867.

l'entretien des locaux. Toutefois, cette contribution à l'éducation des filles est presque trois fois moins élevée que celle qui fut versée dans la même période pour l'éducation des garçons¹¹.

Appui aux Frères des écoles chrétiennes

La décision de favoriser l'éducation des garçons de tous les milieux socio-économiques, dans le contexte de la lutte contre l'offensive protestante, fut aussi une initiative de M. Quiblier. Ce sont en effet les Sulpiciens qui obtinrent l'établissement à Montréal des Frères des écoles chrétiennes. Comme l'indiquent les Règles des Frères des écoles chrétiennes, datées de 1705 :

la fin de cet Institut est de donner une éducation chrétienne aux enfans et c'est pour ce sujet qu'on y tient des écoles afin que les enfans y étant sous la conduite des maîtres depuis le matin jusqu'au soir, ces maîtres puissent leur apprendre à bien vivre en les instruisant des misteres de notre sainte Religion en leur inspirant les maximes chrétiennes et ainsi leur donner l'éducation qui convient.¹²

En somme, les Frères devaient dispenser une éducation gratuite aux enfans des artisans et des pauvres qui n'avaient pas le temps de leur donner une bonne éducation chrétienne. Selon le fondateur, Jean-Baptiste de La Salle, une partie des malheurs des ouvriers et des pauvres sont causés par le manque d'éducation chrétienne. Les Sulpiciens qui visitaient les pauvres au XIX^e siècle à Montréal étaient persuadés que la venue des Frères des écoles chrétiennes était de nature à améliorer la pratique religieuse ainsi que la condition socio-économique des démunis.

À son arrivée à Montréal, la nouvelle communauté fut logée, par les Sulpiciens, dans le séminaire de la rue Notre-Dame, et on lui permit d'ouvrir une première école rue Notre-Dame, près de Saint-François-Xavier. Quelques années plus tard, M. Quiblier fit ériger la première des écoles de faubourgs pour les garçons, l'école Saint-Laurent, qui fut inaugurée en 1840: construite en pierre de taille, elle était considérée comme un des plus beaux édifices de Montréal, a-t-on dit. Cette école accueillit les élèves de la rue Notre-Dame de même que ceux logés auparavant dans la «remise Laframboise». À peine inaugurée, cette école s'avéra trop exigüe pour ses 860 élèves répartis en 8 classes, dont quatre de langue anglaise¹³. (Les effectifs de chaque classe dépassaient donc la centaine d'élèves...)

¹¹ Brian Young, *In Its Corporate Capacity, the Seminary of Montreal as a Business Institution, 1816-1876*, Montréal et Kingston, McGill - Queen's University Press, 1986, p. 214-217.

¹² *Cahiers lasalliens, textes, études, documents*, présentés par le Frère Maurice-Auguste, numéro 25, Rome, Maison Saint-Jean-Baptiste de la Salle, 1965, p. 16.

¹³ *L'Oeuvre d'un siècle, 1837-1937, les Frères des Écoles chrétiennes*, Montréal, chez les F.E.C., 1937, p. 73.

La population scolaire augmentait à un rythme effarant; en 1843, la première école Saint-Jacques fut ouverte: elle comprenait deux classes dites «de l'Évêché», parce qu'elles avaient d'abord été logées dans le palais épiscopal. Le Séminaire défraya le coût d'opération de cette école jusqu'en 1865, après quoi les Sulpiciens firent construire une école de sept classes à l'angle des rues Sainte-Catherine et Saint-Denis.

Les Sulpiciens qui avaient ainsi assuré l'instruction des enfants francophones de l'Est de la ville voulurent offrir les mêmes avantages aux jeunes anglophones de l'Ouest et ils ouvrirent l'école Sainte-Anne, du nom du faubourg, connu aussi sous le nom de Griffintown. Cette école était située sur le terrain de l'ancien Collège de Montréal, à l'angle des rues Saint-Paul et Saint-Henri. Les Frères des écoles chrétiennes y ouvrirent trois classes pour les enfants du quartier, deux de ces classes étaient françaises, et la troisième, anglaise. En 1844, deux autres classes furent ouvertes aux enfants anglophones dans l'ancien couvent des Récollets. Les Sulpiciens contribuèrent à l'entretien de l'école Sainte-Anne jusqu'en 1868.

La population du faubourg Sainte-Marie augmentait rapidement. Les Sulpiciens qui administraient la desserte Sainte-Brigide décidèrent en 1845 de faire appel aux Frères des écoles chrétiennes pour l'instruction des enfants de ce faubourg. L'école Sainte-Brigide, située rue Dorchester, comprenait huit classes, partagées entre les clientèles francophone et anglophone. Lorsque les Messieurs du Séminaire cessèrent en 1877 de subventionner cette école, elle accueillait 700 élèves répartis dans 10 classes¹⁴. L'école Saint-Joseph fut fondée, rue Saint-Félix, en 1858, toujours grâce aux Sulpiciens. Lorsque ses locaux devinrent insalubres, elle fut déménagée dans le sous-sol de l'église Saint-Joseph, en 1863, puis rue Saint-Martin, en 1875. Elle accueillait alors 400 élèves répartis en 6 classes¹⁵. D'autres écoles furent ouvertes à la Côte-des-Neiges en 1864 et dans le faubourg Saint-Antoine en 1873. À noter que la moitié du personnel enseignant des Frères des écoles chrétiennes était bilingue à cette époque.

Les ressources financières des Frères étant fort restreintes, les Sulpiciens subventionnèrent régulièrement leurs écoles. Le «Livre de comptes du Procureur du Séminaire de Montréal 1833 à 1900» en fait état à partir de 1839, à divers titres: achat de terrains, construction et réparation de locaux destinés aux écoles des faubourgs, etc. Il s'agit de sommes importantes, particulièrement pour l'ouverture de nouvelles écoles, sans compter les dépenses d'entretien: bois de chauffage, assurances, mobilier, clôtures, livres et récompenses. D'autres montants étaient versés régulièrement pour la

¹⁴ *Ibid.*, p. 395.

¹⁵ *Ibid.*, p. 399.

pension des Frères. En résumé, le Séminaire supporta cette communauté enseignante pendant une quarantaine d'années. Les déboursés du Séminaire à cette fin entre 1838 et 1878 se montent à environ 313 826 dollars, soit un montant de 9 807 dollars par année¹⁶.

Cet appui financier aux Sœurs et aux Frères enseignants par les Messieurs du Séminaire, déclenché par monsieur Quiblier, était directement relié à l'effort de renouveau chrétien conduit par M^{gr} Bourget. Il ne saurait faire oublier la contribution traditionnelle des Sulpiciens dans d'autres secteurs de l'éducation.

Le Collège de Montréal

C'est en 1767 que monsieur Jean-Baptiste Curatteau de la Blaiserie¹⁷ fonda le Collège de Montréal, dans une annexe de son presbytère de Longue-Pointe. La popularité de ce collège grandit rapidement; en 1873, il emménagea dans l'ancien château de Vaudreuil situé rue Saint-Paul. L'établissement accueillait environ cent-cinquante étudiants vers 1800¹⁸. Il porta le nom de Collège Saint-Raphaël de 1780 à 1803. Après l'incendie de cet édifice, il fut logé au Séminaire, en attendant une nouvelle construction, rue Saint-Paul non loin de l'actuelle rue McGill. Ce bâtiment était somptueux. En 1861, le collège fut transporté dans une aile du Grand séminaire, construit en 1857 sur les flancs du mont Royal, en attendant ses propres locaux qui furent prêts en 1870 seulement.

Le Grand séminaire de Montréal

L'une des plus importantes contributions des Sulpiciens à l'Église de Montréal et du Canada fut la poursuite de l'œuvre du Grand séminaire de Montréal, instauré par Mgr Jean-Jacques Lartigue, prêtre de Saint-Sulpice, en 1825, sous le nom de Séminaire de théologie Saint-Jacques. La formation des futurs prêtres fut l'œuvre par excellence des Sulpiciens fondés par Jean-Jacques Olier: aussi les Sulpiciens du Séminaire de Montréal acceptèrent-ils de prendre la direction de ce Séminaire de théologie lorsque M^{gr} Bourget leur en fit la demande en 1840.

À l'origine, les séminaristes ont été logés dans une aile du Petit séminaire situé rue Saint-Paul, puis ils le furent dans l'imposante bâtisse sise sur le flanc du mont Royal. Les Sulpiciens dispensaient l'enseignement de la théologie et dirigeaient la formation morale et spirituelle de leurs

¹⁶ Brian Young, *op. cit.*

¹⁷ Jean-Baptiste Curatteau de la Blaiserie, p.s.s., né à Saint-Nicolas, diocèse de Nantes en 1729, décédé à Montréal en 1790.

¹⁸ Jean-Baptiste Vinet, p.s.s., «Le Collège de Montréal» dans *Troisième centenaire de Saint-Sulpice de Montréal*, p. 107.

séminaristes, certes de ceux du diocèse de Montréal, mais aussi des diocèses de l'archidiocèse de Montréal, quand ce dernier fut érigé, des diocèses de l'Ontario et même des États-Unis. Le règlement du Séminaire de Paris fut appliqué dans ses grandes lignes, avec certaines adaptations à la situation locale. Pendant longtemps, les professeurs venaient de France et ils ont formé des milliers de prêtres et une centaine d'évêques de l'Amérique du Nord¹⁹. En 1878, le Grand séminaire de Montréal fut reconnu comme la Faculté de théologie de l'Université de Montréal, faculté que les Sulpiciens dirigèrent jusqu'en 1967.

L'Oeuvre des bons livres

Dans la foulée du renouveau religieux, il importait d'alimenter la ferveur religieuse par la diffusion de «bons livres». Cette préoccupation apparaît au premier chef chez les autorités religieuses de cette époque. Les déclarations des évêques réunis en concile à Québec en font foi. Ce sont des bibliothèques «paroissiales» qui furent préconisées, pour la bonne raison que les clercs pouvaient ainsi surveiller le contenu et promouvoir la meilleure littérature religieuse de l'époque.

Les Sulpiciens décidèrent de mettre sur pied une bibliothèque accessible à tous: la fondation de l'Oeuvre des bons livres s'inscrit dans ce contexte. La bibliothèque de la rue Notre-Dame débuta modestement: elle avait été garnie de livres grâce à des dons de diverses associations pieuses, de citoyens de la ville et surtout du Séminaire. Cette initiative fut une occasion de rapprochement entre M^{gr} Bourget et les Messieurs du Séminaire. M. Quiblier en avait été l'instigateur; M^{gr} Bourget en accepta la présidence. L'œuvre fut dirigée et animée par monsieur Jacques-Victor Arraud qui forma un conseil d'administration composé de notables de la ville et de Sulpiciens dont le règlement prévoyait des réunions mensuelles.

L'Oeuvre des bons livres des Sulpiciens de Montréal s'inspire de l'Oeuvre des bons livres de Bordeaux, fondée dans les années 1820²⁰, qui était connue de monsieur Arraud. On comptait sur cette œuvre pour toutes sortes de fins, dont l'assainissement des mœurs. La bibliothèque comptait 4 000 volumes à la fin de 1845²¹. Une partie importante de la collection était

¹⁹ ASSSM. Voir la série II, n° 4.

²⁰ Selon Marcel Lajeunesse dans *Les Sulpiciens et la vie culturelle à Montréal au XIX^e siècle* (Fides, 1982), p. 34, les Archives des «bons livres de Bordeaux» ne se trouvent ni aux Archives du diocèse, ni à celles du Grand Séminaire de Bordeaux. M. Régis de Baysson, p.s.s., écrivait à l'auteur le 25 janvier 1985: «Le XIX^e siècle et le début du XX^e siècle ont été agités pour l'Église de France en général et pour l'œuvre des séminaires en particulier. Nous avons démenagé plusieurs fois et en 1905 surtout, les conditions de déplacement ont été défavorables. En conséquence, nos anciennes archives ont disparu et nous n'avons plus rien sur cette archiconfrérie des Bons livres existant en 1931.»

²¹ *Catalogue de la Bibliothèque des Bons livres, érigée à Montréal*, Montréal, Imprimerie Louis Perrault, 1845, 48 pages.

composée d'ouvrages religieux, dogme et morale, biographies, livres de piété, etc., puis de «bonne littérature», d'histoire, de récits de voyages, de livres pratiques, etc. Les pauvres avaient accès gratuitement au service. En 1857, l'Oeuvre des bons livres devint le Cabinet de lecture paroissial, auquel s'ajouta le Cercle Ville-Marie en 1884²².

Conclusion

Nous avons voulu, dans ce court texte, mettre en valeur le rôle des Sulpiciens du Séminaire de Montréal dans le Renouveau religieux qui a marqué la deuxième partie du XIX^e siècle, dans l'Église de Montréal. Nous croyons que l'effort soutenu des Sulpiciens a été déclenché par la menace du prosélytisme protestant dans les années 1840, c'est-à-dire après L'Union des deux Canadas. Il fallait instruire la population et assurer son éducation religieuse. L'Église de Montréal s'y engagea ; les Sulpiciens dotèrent la ville et ses faubourgs d'un réseau d'écoles où les pauvres pouvaient être éduqués gratuitement. Désormais consacrés dans leurs droits et privilèges seigneuriaux, ils consacrèrent à cette œuvre des sommes importantes à divers titres. Ils contribuèrent ainsi à briser l'engrenage de la pauvreté qui était le lot d'une grande partie de la population francophone et catholique de Montréal à cette époque difficile. Ils mirent leurs talents au service de la communauté montréalaise, contribuant ainsi à la promotion humaine de ses citoyens.

²² ASSSM, Voir la série 27.